



Centre International
de Recherche-Développement
sur l'Élevage en Zone Subhumide
(Burkina Faso)

Partenaires scientifiques du projet DCG2-50

INERA (Burkina Faso)

IER (Mali)

IRAD (Cameroun)

ITRAD (Tchad)

PRASAC (Tchad, Cameroun, RCA)

Projet DCG2-50 de Duras

**Valoriser les savoirs locaux sur l'intégration agriculture élevage
pour une gestion durable des écosystèmes des savanes subhumides de l'Afrique**

Action 0. Gestion Scientifique du projet

**RAPPORT DE MISSION DU
COMITE SCIENTIFIQUE A MI-PARCOURS
DU PROJET AGRI-ELEVAGE
DCG2-50 de DURAS
17-24 JUIN 2006**

Auteurs

Dr Véronique ANCEY (socio-économiste, CIRAD/EMVT, PPZS Dakar)

Pr. Chantal KABORE ZOUNGRANA (agronome, zootechnicienne, Directrice ISNV et LERNSE,
Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso)

Octobre 2006

*Ce travail a été réalisé grâce au concours financier du projet DURAS (Promotion du Développement Durable dans les
Systèmes de Recherche Agricole du Sud)*

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
1.1. LES OBJECTIFS DE LA MISSION	3
1.2. LE DEROULEMENT DE LA MISSION	3
2. RAPPEL DES OBJECTIFS GENERAUX DU PROJET	4
2.1. RESUME DU PROJET : PROBLEME, OBJECTIFS, ACTION CLES	4
2.1.1. <i>Description des problèmes</i>	4
2.1.2. <i>Les objectifs</i>	4
2.1.3. <i>Les actions-clés</i>	4
2.2. ORGANISATION DU PROJET (PAYS, INSTITUTIONS, EQUIPES, TERRAINS CITES)	5
2.2.1. <i>Organisation par pays</i>	5
2.2.2. <i>Caractéristiques des sites</i>	6
2.2.3. <i>Synergie des projets</i>	6
3. BILAN A MI-PARCOURS	7
3.1. RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA PREMIERE ANNEE (ACTION 1 ET 4)	7
3.2. RESULTATS OBTENUS	8
3.3. CONCLUSION PARTIELLE	10
3.3.1. <i>Au Burkina</i>	10
3.3.2. <i>Au Mali</i>	11
3.4. CE QUI RESTE A FAIRE	11
3.5. LES DIFFICULTES RENCONTREES.....	12
4. LES PROPOSITIONS DU COMITE SCIENTIFIQUE	12
4.1. REORIENTATION : SAVOIRS LOCAUX, LES OBJECTIFS DU PROJET AGRI-ELEVAGE, SA SPECIFICITE PAR RAPPORT A CIROP, FSP, PCP... ..	13
4.2. NOTIONS ET METHODES D'ETUDE DES SAVOIRS LOCAUX.....	14
4.3. REFORMULATION : PROBLEMATIQUE, MISE EN QUESTION.....	17
4.4. LE POINT DE DEPART DES ACTIONS ANNEE 2 : LES ACQUIS SUR LES PRATIQUES	17
4.5. SUGGESTION : CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE GENERAL ET REGION PAR REGION....	18
4.6. ORGANISATION PRATIQUE	19
5. CONCLUSION	20
6. ANNEXE 1 : PROGRAMME PREVISIONNEL DU COMITE SCIENTIFIQUE .	21
7. ANNEXE 2 : SIGLES	22

1. Introduction

Ce rapport rend compte de la 1^{ère} mission du Comité scientifique du projet AGRI-ELEVAGE DCG2-50 de DURAS (AGRI-ELEVAGE dans la suite du texte), réalisée du 17 au 24 juin 2006 au Burkina-Faso à Bobo Dioulasso et alentour (village de Koumbia), puis au Mali à Sikasso et au village de Zanférebougou.

1.1. Les objectifs de la mission

Cette mission est la première participation du Comité scientifique aux activités du projet, qui a débuté en octobre 2005. Selon les termes de référence, le rôle du Comité est de veiller à ce que les équipes techniques produisent des connaissances scientifiques réfutables et au besoin de proposer des réorientations stratégiques des activités (recadrage des objectifs, hypothèses, méthodes...). Il est composé de 2 chercheurs, non impliqués dans les activités de recherche ou dans les activités d'appui scientifique du projet, reconnus pour leur compétence sur les différents volets du projet. Le CS doit participer à toutes les réunions de bilan/programmation du Comité de Coordination (CC), lancement, mi-parcours, fin de projet et rencontrera les Equipes de terrain (ET).

Le CS est composé de 2 experts (1 du Nord et 1 du Sud) dans les domaines de la Socio-anthropologie ou socio-économie et de l'Agronomie systémique ayant si possible une pratique de recherche sur « les savoirs locaux en Afrique », « les relations agriculture-élevage en Afrique ».

Ses tâches consisteront à

1) Participer aux rencontres du CC pour orienter le CC et les ET sur les points suivants :

- stratégie et objectifs,
- organisation du dispositif,
- conception des protocoles,
- modalités d'analyse des données,
- prospective (la suite...)

2) Réaliser des visites de terrains sur les sites d'étude du projet avec les ET.

3) Assurer des formations ponctuelles sur les sujets suivants :

- savoirs locaux (concept et outils d'analyse),
- approche systémique en agronomie,
- développement durable.

1.2. Le déroulement de la mission

La mission s'est déroulée conformément au programme reçu avant le voyage (cf Annexe 1). Véronique Ancey, socio-économiste, est arrivée à Ouagadougou le 17 juin en soirée.

Le 18 juin, elle a rejoint Bobo Dioulasso ; en fin de journée, Chantal Zoungrana (agronome zootechnicienne à L'université de Bobo Dioulasso, membre du Comité Scientifique, Eric Vall coordonnateur du projet AGRI-ELEVAGE et Véronique Ancey ont pris contact.

Le 19 juin était une journée de visites de terrain : la mission s'est rendue au village de Koumbia où une réunion s'est tenue avec le comité de concertation villageois de Koumbia et de Waly impliqué dans le projet (cultivateurs mossis, bwabas, éleveurs peuls), à propos des cartes de parcours à dire d'acteurs en cours de réalisation ; après le déjeuner, le coordonnateur et les missionnaires ont eu un entretien avec un cultivateur-éleveur.

Le mardi 20 juin, les équipes impliquées (CIRDES, INERA) ont présenté les résultats disponibles à mi-parcours. L'après-midi une présentation des notions et des méthodes d'investigation des savoirs locaux a été faite.

Mercredi 21, les équipes ont présenté la suite des résultats et des perspectives des travaux en année 2. En fin de matinée l'équipe restreinte (missionnaires et coordonnateur) est partie pour Sikasso, où elle est arrivée en début d'après-midi. L'après-midi s'est déroulée avec l'équipe de l'IER de Sikasso impliquée dans les activités du projet. L'exposé sur les savoirs locaux a été présenté à nouveau à cette équipe.

La journée du 22 juin s'est passée au village sénoufo de Zanférébougou. Une réunion de la mission, de villageois représentant des élus locaux et des opérateurs économiques a traité des ressources représentées sur une carte du terroir faite par un animateur du projet ; puis deux entretiens avec des cultivateurs-propriétaires de bétail ont eu lieu sur leur champ.

La matinée du 23 juin a été mise à profit pour faire la synthèse de la valorisation des données disponibles au démarrage du projet, et des résultats acquis depuis le début de travaux du projet AGRI-ELEVAGE. La mission a proposé des orientations similaires à celles retenues au Burkina Faso. Un échancier et des responsables ont été identifiés. Le retour à Bobo-Dioulasso s'est fait dans l'après-midi.

La matinée du 24 juin a servi à un débriefing entre la mission, le coordonnateur et la sociologue de l'INERA, avant le départ de Véronique Ancey pour Ouagadougou.

2. Rappel des objectifs généraux du projet

2.1. Résumé du projet : problème, objectifs, action clés

Le projet AGRI-ELEVAGE vise à caractériser et évaluer les savoirs locaux sur l'intégration agriculture-élevage à l'échelle des unités de production et des territoires villageois ; puis à les valoriser pour une gestion durable des écosystèmes des savanes humides de l'Afrique (Burkina, Mali, Cameroun, Tchad).

2.1.1. Description des problèmes

Dans les zones de savanes subhumides, la pression anthropique sur les ressources agropastorales des territoires villageois s'intensifie. Les écosystèmes villageois atteignent des états de crise (disparition des jachères, fertilité des sols en baisse, dégradation des ressources pastorales...). Concilier le développement économique à la gestion durable des ressources agropastorales constitue un enjeu majeur pour le futur agricole de ces régions. Face à un tel défi, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage se présente comme une stratégie sécurisante pour renforcer la viabilité économique et écologique des systèmes de production agropastoraux et l'agriculture des zones de savanes subhumides.

2.1.2. Les objectifs

Caractériser, évaluer les savoirs locaux sur les relations agriculture-élevage et les diffuser via des outils de gestion à l'usage des producteurs, des communautés villageoises sans attendre l'apparition de dégradations irréversibles au niveau des terres cultivables et des parcours.

2.1.3. Les actions-clés

- Action 0. Gestion scientifique du projet (ateliers bilan/programmation, rapports, missions appui scientifique, pilotage et évaluation, échanges scientifiques entre équipes de terrain).
- Action 1. Caractérisation de la situation agropastorale des villages et identification des savoirs locaux sur les relations agriculture-élevage.

- Action 2. Caractérisation, évaluation et valorisation des savoirs locaux à l'échelle de l'exploitation
- Action 3. Caractérisation, évaluation et valorisation des savoirs locaux à l'échelle du territoire villageois
- Action 4. Renforcement des capacités et gestion de l'information (création d'une base de données, visites inter-villages et formations de groupes de producteurs, séminaire scientifique)

2.2. Organisation du projet (pays, institutions, équipes, terrains cités)

Le projet Agri-élevage est mis en oeuvre au Burkina Faso, au Mali, au Cameroun et au Tchad par 7 institutions partenaires : au Burkina Faso par le CIRDES (institution régionale) et l'INERA, au Mali par l'IER, au Cameroun et au Tchad sous l'égide du PRASAC respectivement par l'IRAD et l'ITRAD ; le CIRAD (France) intervient en appui scientifique.

L'organisation institutionnelle, spatiale et méthodologique des activités du projet semble d'abord relativement complexe, du fait que dans les deux pays, les chercheurs et les institutions sont déjà impliquées, en partenariat ou non, dans des collaborations plus ou moins anciennes, sur des sites proches de ceux qui ont été retenus pour les recherches du projet AGRI-ELEVAGE.

Dès avant le démarrage des activités du projet AGRI-ELEVAGE en octobre 2005, les équipes techniques disposaient donc de certaines données et de résultats sur les sites, qu'il a paru judicieux de valoriser dans la suite des activités, à l'échelle du projet AGRI-ELEVAGE.

Les tableaux suivants présentent différents aspects de l'organisation des activités. Le premier graphique est l'organigramme issu du document de projet.

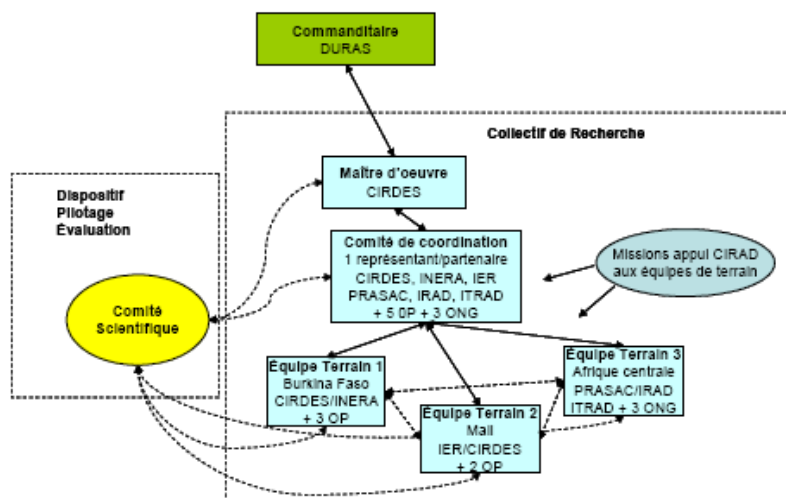


Figure 1. Organigramme du projet AGRI-ELEVAGE de DURAS

2.2.1. Organisation par pays

Au Burkina Faso, le CIRDES et l'INERA se partagent les activités sur les terrains : certaines missions se font en commun. Comme présenté dans l'organigramme ci-dessus, le CIRDES est responsable de la coordination, des rapports scientifiques et financiers, à travers la personne d'Eric Vall, chercheur CIRAD.

2.2.2. Caractéristiques des sites

Les sites retenus dans le cadre du projet AGRI-ELEVAGE au Burkina Faso sont Ouara (site de recherche où intervient l'INERA), Koumbia, Kourouma et Koro (où intervient le CIRDES).

Sur chacun de ces sites, des travaux antérieurs au projet AGRI-ELEVAGE ont produit des résultats, dont certains sont directement utiles au projet et cités parmi les acquis disponibles ; d'autres sont accessibles dans la documentation de l'INERA ou du CIRDES.

2.2.3. Synergie des projets

Les équipes du CirDES, du CIRAD, de l'INERA interviennent sur ces sites en parallèle au projet AGRI-ELEVAGE, dans le cadre d'au moins deux autres projets : l'Action Thématique Programmée du CIRAD¹ nommée « CIROP » à Koumbia et Kourouma et le projet FSP² « Gestion des Ressources Agrosylvopastorales » à Koro, Ouara et Kourouma (cf ci-dessous).

Tableau I. Organisation sites / projet / institution, au Burkina Faso

PROJETS	SITES D'ACTIVITES			
Villages projet FSP	Koro		Kourouma	Ouara
Villages projet CIROP		Koumbia	Kourouma	
Village projet AGRI-ELEVAGE	Koro	Koumbia	Kourouma	Ouara

Toutes les équipes, CIRDES et INERA, travaillent en partenariat sur ces différents sites dans le cadre des autres projets CIROP et FSP.

Bien que les trois projets à l'œuvre sur ces sites partagent les mêmes bases de diagnostic (caractérisations des pratiques agro-pastorales, situations foncières, acquis zootechniques et agronomiques), des orientations comparables (la recherche pour un développement rural durable) et même concrètement une partie du personnel scientifique et technique engagé dans les travaux de terrain ou d'analyse, ils affichent des « personnalités » spécifiques. AGRI-ELEVAGE se distingue par l'objectif de « valorisation des savoirs locaux » relatifs aux pratiques d'intégration agro-pastorale. CIROP est axé sur la recherche-action en partenariat pour la conception d'innovations agropastorales à travers un dispositif de gouvernance articulé à un dispositif opérationnel visant la conception d'innovation à l'échelle individuelle (diagnostics, opérations d'échanges intervillageois, essais chez les producteurs sur 7 thèmes). Le projet FSP qui vient de démarrer cherche plus précisément à intensifier des cultures fourragères et à préserver les espaces/ressources sylvopastorales reliques villageois, par des actions concertées au niveau villageois (cadre de concertation) et des expérimentations chez les producteurs.

L'échelonnement des travaux dans le temps et les différences d'approches, enfin les contraintes institutionnelles de fonctionnement des équipes expliquent que les synergies entre les activités soient encore inégales. Ainsi, le diagnostic agro-pastoral fait à Koumbia en 2005 (Blanchard 2005), utilisé dans l'action 1 de AGRI-ELEVAGE, a été répété en 2005/2006 à Kourouma suivant la même méthode (Daho 2006) ; un voyage d'échange villageois en avril

¹ Les « ATP » sont des contrats de trois ans de recherche financés par le CIRAD sur une base compétitive interne, favorisant les innovations méthodologiques et l'organisation d'équipes transversales aux départements.

² Les projets FSP sur le « Fond de solidarité prioritaire » abondé par le Ministère des Affaires étrangères ciblent des actions de recherche pour le développement dans les pays (africains en majorité) privilégiés par la coopération française.

2006 a permis à des producteurs des villages de Koumbia, Kourouma, Koro et Ouara au Burkina de rencontrer des producteurs de Dentiola et Zamférébougou au Mali, résultat d'activités coordonnées CIROP/AGRI-ELEVAGE (action 4 AGRI-ELEVAGE). Sur d'autres sites en revanche, tel Ouara, il n'existe pas en réalité de synergie AGRI-ELEVAGE/CIROP.

3. Bilan à mi-parcours

3.1. *Rappel des objectifs de la première année (action 1 et 4)*

Les activités de la première année correspondent aux actions 1 et 4 du projet à savoir respectivement : Caractérisation de la situation agropastorale des villages et identification des savoirs locaux sur les relations agriculture-élevage et Renforcement des capacités et gestion de l'information.

Les objectifs de l'action 1 sont :

- Choisir des villages d'intervention pour les actions du projet ;
- Réaliser des diagnostics agro-pastoraux ;
- Caractériser les unités de production du point de vue de leur diversité ;
- Caractériser les différentes communautés d'utilisateurs des ressources agropastorales ;
- Mesurer des indicateurs d'impact du projet sur le DD ;
- Cartographier les territoires villageois.

Les actions clés se déclinent de la façon suivante :

Action 1.1 : Recensement des différentes situations agropastorales et identification des villages. Les villages retenus seront repositionnés dans leur contexte agropastoral en s'appuyant sur les données de zonage existantes.

Action 1.2 : Diagnostic agropastoral à l'échelle du terroir villageois mettant en exergue les caractéristiques agropastorales et aboutissant à la rédaction de monographie par site retenu.

Action 1.3 : Caractérisation de la diversité des unités de production et des communautés d'utilisateurs des ressources pastorales avec quatre (4) sous-actions :

- *Action 1.3.1 :* Typologie des systèmes de production à partir du recensement des unités de production et leurs caractéristiques et d'une enquête sur fonctionnement des UP ;
- *Action 1.3.2 :* Caractérisation des groupes d'utilisateurs des ressources agropastorales et des relations (échanges et conflits) entre les communautés ;
- *Action 1.3.3 :* Mesure des indicateurs d'impact sur le DD par des enquêtes au début et à la fin du projet pour mesurer les variations engendrées ;
- *Action 1.3.4. Cartographie du territoire villageois par deux méthodes différentes :*
 - cartographie à dire d'acteurs
 - cartographie par télédétection

L'action 4 quant à elle se résume à l'organisation d'échanges entre les producteurs burkinabè et malien pour ce qui concerne les techniques locales relevant de l'intégration agriculture-élevage ; leur sensibilisation aux pratiques visant à préserver les ressources agrosylvopastorales collectives au niveau de leurs villages.

3.2. Résultats obtenus

Au Burkina les villages identifiés ont en commun le contexte d'une agriculture et d'un élevage pratiqués séparément ou de manière faiblement intégrée, dans des terroirs où les contraintes démographique et économique sont jugées proches d'un seuil de rupture (Liehoun 2004, Blanchard 2005, Daho 2006), et où la saturation foncière accentue les risques de conflits.

Ils ont été retenus par le projet AGRI-ELEVAGE pour plusieurs raisons, notamment leurs situations différentes par rapport à la ville de Bobo : contexte périurbain à Koro, plus rural pour les trois autres. Les situations de maîtrise foncière sont également différentes : tenure par les villageois bwabas et mossis et éleveurs peuls à Koumbia, sénoufos et mossis à Kourouma, contre une tendance à la vente massive des terres par les autochtones à Ouara ; ou encore usage foncier plus ou moins facile à Koumbia (Blanchard 2005), situation de quasi-blocage à Koro. Enfin, dans une logique d'économie de moyens qui rend le processus de choix des terrains assez cumulatif, les équipes ont dû tenir compte aussi de leurs acquis disponibles dans la connaissance de ces sites et dans les diagnostics des exploitations (thèse Liehoun, DESS Blanchard).

Au Mali, deux villages ont été retenus pour les activités de AGRI-ELEVAGE : Zanférébougou, et Dentiola, selon la même logique qu'au Burkina. Dentiola est un village où l'IER et ses partenaires mènent des recherches relativement anciennes ; Zanférébougou, moins connu par l'IER, a été retenu pour Agri-élevage sur la suggestion des partenaires professionnels des équipes de recherche (CRFBUV).

Les tableaux II et III présentent les activités conduites respectivement au Burkina et au Mali dans le cadre de l'action 1 du projet AGRI-ELEVAGE de Duras. Les travaux antérieurs à janvier 2006 (démarrage effectif des activités, après signature des conventions) sont imputables à d'autres projets mais peuvent être utilisés par AGRI-ELEVAGE.

Tableau II. Activités entrant dans le cadre de l'action 1 conduites au Burkina par AGRI-ELEVAGE de DURAS et autres projets

	Koro	Koumbia	Kourouma	Ouara
Données collectées par	Cirdes	Cirdes	Cirdes	Inéra
Actions				
11. Zonage Agropastoral	2004 Vall (30j)	2004 Vall (30 j)	2004 Vall (30 j)	2004 Vall (30 j) équipe Inéra
12. Diagnostic Agro Pastoral	2004 Vall, Nourou et Diallo (20 j)	2005 Vall, Blanchard, César (20 j)	2005, Vall, César, Nourou (20 j)	Monographie faite en 1998 (projet front pionnier) Actualisée en Mai 2006 par l'équipe INERA (10 j)
131. Typologie et pratiques	2004 Vall, Nourou et Diallo (5 mois)	2005 Blanchard (5 mois)	2006 Daho (10 mois)	Typologies réalisées en 2004 (Douanio et Somda, étudiants IDR) Recensement des UP et réactualisation typologie en cours (10 j)
132. Relations entre agriculteurs et éleveurs	-	2005 Blanchard (5 mois)	2006, Daho (10 mois)	Recensement des UP et typologie en cours (10 j)
133. Indicateurs impacts sur le DD	-	-	-	-
134. Cartographie (T : télédétection, DA : à dire d'acteurs)	2004, Pocard (T) – 5 jours 2006, Vall, Traoré (DA) – 3 jours	2005, Pocard (T) – 5 jours 2006, Vall, Diallo (DA) – 5 j	2006, Guerrini (T) – 5 jours 2006, Vall, Dao (DA) – 5 j	2004, Thèse Lhiéhou (T) 2006, Traoré, Sankara, Vall (DA) – 3 j
Autres projets de recherche intervenants actuellement sur le même site	FSP Gestion RN	ATP Cirop (RAP et Innovations)	ATP Cirop (RAP et innovations) FSP Gestion RN	FSP Gestion RN

En rouge : activités imputables à AGRI-ELEVAGE

Tableau III. Activités entrant dans le cadre de l'action 1 conduites au Mali par AGRI-ELEVAGE de DURAS et autres projets

	Dentiola	Zanférébouguou
Données collectées par	IER/CIRAD	IER/CIRAD
Actions 1.		
1.1. Zonage Agropastoral	▪ Zonage CMDT	▪ Zonage CMDT
1.2. Diagnostic Agro Pastoral	▪ PASE 2005)	▪ AGRI-ELEVAGE (3 jours), document diagnostic pastorale disponible
1.3.1. Typologie et pratiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Typologie des exploitations CMDT ○ Production et usage de fumure ○ Résidus ○ Préparation sol ○ Qq suivis (alimentation bétail) ○ contraintes ○ Données qualitatives : gestion biomasse, diversification, économie (analyse en cours) ▪ En cours <ul style="list-style-type: none"> ○ Enquêtes économiques (80 exploitations) en cours ○ Enquêtes échantillon de 15 exploitations + BD exhaustive en cours : données qualitatives ○ Enquêtes exhaustive fonctionnement des exploitations (questionnaires fermé) : production végétales, animales, fumure, population, équipement), base de la typologie des pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Economie de unités de production, ○ Enquête échantillon de 15 exploitations + BD exhaustive en cours ○ Eléments de monographie en cours ○ Base de données ○ Suivi d'itinéraires techniques agriculteur, éleveurs ○ Traction animale,
1.3.2. Relations entre agriculteurs et éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Relations, échanges et conflits 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion de la biomasse, transhumance, affouragement, complémentation, types de cultures, rotations, FO ○ Relations, échanges et conflits (en cours)
1.3.3. Indicateurs impacts sur le DD	▪ En cours	▪ En cours-
1.3.4. Cartographie (T : télédétection, DA : à dire d'acteurs)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Carte satellitaire ▪ DA en cours en 2006 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Carte à dire d'acteurs, transects, ○ relations, échange, conflits, ○ Carte satellitaire
Autres projets de recherche intervenants actuellement sur le même site	▪ PCP, PASE	▪ PASE
Action 4 : Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Visite d'échange entre producteurs du Burkina et du Mali (Rapport disponible) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats disponibles <ul style="list-style-type: none"> ○ Visite d'échange entre producteurs du Burkina et du Mali (Rapport disponible)

Au Burkina, le village de Koumbia est celui au niveau duquel les travaux de AGRI-ELEVAGE sont les plus avancés. Un diagnostic agro-pastoral a été fait en 2005, avant le démarrage du projet (Blanchard, 2005) ; ce qui permet de ne plus revenir là-dessus. L'analyse de la diversité des actions et des relations agriculture-élevage a été également traitée dans ce travail.

Depuis janvier 2006, les travaux de cartographie sont en cours et le stage de Diallo sur la caractérisation des savoirs locaux des éleveurs est une anticipation par rapport au chronogramme de départ (action 3).

Depuis janvier 2006, l'interaction avec le projet CIROP se concrétise à Koumbia par un comité de concertation villageois, doté d'un bureau, représenté dans le comité de pilotage du

projet AGRI-ELEVAGE. Il se réunit en saison sèche pour prendre position sur les thèmes d'étude.

Kourouma a été l'objet d'une abondante littérature scientifique des années 1980 à nos jours, travaux de l'Inéra (typologies et conseil de gestion), du Cirades (cartographie et essais de techniques agropastorales), de l'IRD (pratiques de éleveurs)... Ce qui permet d'analyser des évolutions agropastorales sur le long terme. Ce village bénéficie également d'un travail d'enquête de base comme à Koumbia. Le travail de mémoire de Daho correspond au type d'enquêtes effectué à Koumbia par Blanchard. De ce fait, le travail sur la caractérisation des savoir locaux n'y sera pas nécessairement repris comme à Koumbia.

Sur Ouara : des connaissances de bases sont disponibles dans la thèse d'Edwige Liehoun, mais un peu anciennes déjà, et incomplètes au regard des questions du projet AGRI-ELEVAGE. Le diagnostic agropastoral a été repris car depuis 1998 on assiste à une dynamique faisant que les ¾ des troupeaux ont été délocalisés et conduits vers Sideradougou, la Côte d'Ivoire ou le Ghana. Les suivis doivent commencer, par un technicien basé à Ouara, appuyé par 2 autres en station. On ignore encore si des étudiants ou des chercheurs pourront s'en occuper.

Les ventes de terres sont très répandues dans cette localité. Les autochtones représentant 3% de la population ne maîtrisent donc pas la situation. Beaucoup de conflits latents dus au processus voilé de cession des terres. On constate par exemple que des prêts se sont transformés en acquisition par achat et pour des superficies importantes.

Avec le problème du foncier très exacerbé à Ouara, et l'autonomie constatée des acteurs même s'ils appartiennent à des groupements, il serait plus judicieux de percevoir les interventions au niveau des parcelles de producteurs et pas à grande échelle.

A Koro, la situation est difficile, (pression importante) car on se trouve en zone péri-urbaine. L'organisation de l'espace est très sensible ; à propos de l'organisation agro-pastorale, éleveurs peuls et villageois sont « stressés ». Ce problème de foncier qui est sensible explique la difficulté qui existe pour l'installation des activités.

Au Mali, les villages de Zanférébougou et Dentiola bénéficient de données de base collectées en 2004 et 2005 dans le cadre de projets PCP et PASE. Il s'agit notamment d'une enquête économique sur 80 exploitations qui a été complétée dans le cadre de AGRI-ELEVAGE ; d'une carte élaborée à Dentiola par PCP. Des informations sont également disponibles pour le diagnostic agropastoral dans les données PCP pour Dentiola et PASE pour Zanférébougou qui seront complétées dans le cadre de AGRI-ELEVAGE.

3.3. Conclusion partielle

Les principaux résultats obtenus après une année d'exercice du projet peuvent se résumer ainsi qu'il suit.

3.3.1. Au Burkina

- Une diversité des unités de productions (UP) avec :
 - une structuration des UP en pôles ;
 - une activité dominante qui est l'agriculture ;
 - l'émergence d'un pôle agro pastoral.
- Un fonctionnement des UP correspondant à :
 - un taux d'équipement élevé (traction animale) chez agriculteurs (>80%) ;
 - une utilisation localisée de la fumure organique (faible quantité déposée) ;
 - une utilisation de résidus de culture surtout chez agro pasteurs ;
- L'existence de relations entre Agriculteurs et Eleveurs se traduisant par :

Commentaire [B1] : At-on les proportions ?, même un ordre de grandeur ?

- des conflits dus aux dégâts dans les champs, la vaine pâture et l'obstruction des couloirs à bétail ;
- mais aussi des échanges sous forme d'achats de fumure (pratique récente et en évolution), de confiage des troupeaux (notamment le développement de la délocalisation, i.e. troupeau éloigné toute l'année du lieu d'habitation et confié à des bergers), de location de traction animale (en régression corrélativement à l'augmentation du taux d'équipement) et de pacage direct dans les champs.
- L'existence de carte d'occupation des sols des différents sites et la révélation d'un repérage correct des terroirs par les producteurs grâce aux cartes à dires d'acteurs. Ces producteurs ont du reste une lecture assez correcte des dynamiques.

En conclusion, on assiste à :

- une émergence des agro pasteurs dans les grandes UP ;
- un recul des pasteurs peuls (reconversion : départ ; délocalisation une partie troupeau) ;
- une intégration A-E perfectible ;
- des pertes importantes de résidus de cultures ou de fumure organique ;
- une faible utilisation des sous produits agricoles fourragers ;
- une augmentation des conflits.

3.3.2. *Au Mali*

On vit une toute autre situation que celle du Burkina.

Le terroir est saturé de sorte que l'on assiste à l'exploitation de parcelles empruntées aux terroirs voisins.

A Dentiola il n'existe pas de terres disponibles enlevant toute possibilité de nouvelle acquisition. A Zanférébougou les exploitants ne sont pas propriétaires terriens.

- Les acteurs dans ces zones sont en majorités des agro pasteurs ;
- Il existe une diversité de pratiques agropastorales ;
- La production de la fumure organique est généralisée ;
- Les modes de production de fumures organiques sont très variés ;
- L'utilisation de l'espace est collective avec une différenciation en zone de culture et de pâture ;
- L'utilisation différenciée des résidus de cultures : utilisation collective à Zanférébougou et individuelle à Dentiola ;
- L'existence de peu de conflits.

3.4. *Ce qui reste à faire*

Au Burkina. Le diagnostic agro-pastoral a abouti aux différentes monographies en cours de finalisation sauf à Koumbia (Blanchard, 2005). La typologie agro-pastorale correspondant au recensement des unités de production et leurs caractéristiques sont terminées et l'enquête sur le fonctionnement des unités de production est en cours.

On constate une disparité d'informations recueillies dans les différents sites qui s'explique par une intervention plus accrue et ancienne de d'autres projets notamment au niveau de Koumbia et Kourouma par rapport à Ouara.

Au Mali. A Dentiola et Zanférébougou, des enquêtes exhaustives sur 15 exploitations avec suivi des itinéraires techniques agricoles et d'élevage existent. Ces données pourront être exploitées pour les besoins de caractérisation des pratiques (action 2).

Les documents de capitalisation des résultats comprenant la typologie, les différentes cartes sont en cours d'élaboration sous forme de monographies qui devraient être disponibles courant septembre 2006.

Des précisions pourraient être apportées sur certains résultats tel que :

- les zones à préserver. Il s'agira d'approfondir l'entendement des différents acteurs sur cette notion de préservation en se posant la question de savoir si ces zones à réserver au projet ne le sont pas parce que constituant des zones à problèmes ?
- les causes de conflits qui peuvent ne pas être déclarées mais pouvant avoir une base ethnique ou familiale.
- Aussi, dans le cadre de la visite d'échange, il serait important de pouvoir tirer une fiche qui permettrait de faire une évaluation en se tablant sur la mise en pratique ou non de ce que les producteurs auraient décidé.
- Par ailleurs, il a été noté l'existence de données multiples qui peuvent être valorisées dans le cadre de AGRI-ELEVAGE. C'est le cas par ex de la possibilité de tri des données socio-économiques de PCP.
- D'autres analyses peuvent aussi être poussées à Zanférébougou et Dentiola et concerner le devenir des résidus culturels, la stratégie des acteurs, l'analyse totale de la base de données et la caractérisation des pratiques pour aboutir sur les savoirs locaux.

3.5. Les difficultés rencontrées

Dans la réalisation des activités de l'action 1 du projet AGRI-ELEVAGE les chercheurs se sont heurtés à deux types de difficultés majeures : l'une d'ordre méthodologique et l'autre de concept.

- La quantification des indicateurs d'impact sur le DD correspondant à l'action 1.3.3 . et qui devrait concerner les trois composantes : environnementale, économique et sociale;
- l'approche d'analyse des savoirs locaux, en ce sens qu'il leur a été très difficile de dissocier savoirs locaux et pratiques.

4. Les propositions du Comité Scientifique

Au fur et à mesure de la mission, le CS a pu se rendre compte de l'orientation des travaux de AGRI-ELEVAGE, des compétences et des disponibilités au sein des équipes, des acquis obtenus de précédents travaux. C'est en tenant compte de ces compétences scientifiques et des ressources humaines disponibles, autant que des objectifs affichés dans le cadre initial du projet, que le CS a formulé deux grands types de propositions aux équipes de Bobo Dioulasso puis de Sikasso.

Le premier axe de propositions a concerné l'Action 1.3.3 portant sur la mesure des indicateurs d'impact du projet sur le développement durable. A cet effet, le Comité scientifique estime que le projet AGRI-ELEVAGE, par son orientation dominante (recherche) et ses échéances (deux ans) ne se prête pas à l'évaluation d'indicateurs d'impact sur le développement durable. Les résultats attendus du projet AGRI-ELEVAGE, tels que validés par DURAS au moment de la sélection des projets candidats, ne portent pas sur la modifications à court terme de pratiques des paysans ; par la suite, il serait, non pas difficile, mais absolument rhétorique ou contre productif de construire des indicateurs (fosses, techniques) qui ne prouveront rien en

définitive, ni sur la réussite du projet (qui n'est pas conçu pour cela), ni sur la durabilité des pratiques (mesurable à quelle échéance ?) et encore moins sur celle des écosystèmes des paysans...

L'objectif du second groupe de propositions était de faire le point sur les objectifs propres à AGRI-ELEVAGE, en ce qu'ils peuvent avoir de distincts et de complémentaires des projets voisins : l'identification et la valorisation des savoirs locaux se démarque non seulement des thèmes de production de connaissance sur les pratiques, mais aussi des méthodes d'expérimentations techniques mieux connues des partenaires des principaux agents locaux de développement de deux régions, à savoir la SOFITEX au Burkina et la CMDT au Mali. Les propositions du CS ont été retenues dans leur principe et ont permis d'asseoir ensemble un programme d'activités, un échéancier et d'identifier des responsables.

La partie 3 inscrit les propositions du CS dans le cours du projet : comment aborder certains thèmes des savoirs locaux, en tirant parti des acquis.

4.1. Réorientation : savoirs locaux, les objectifs du projet AGRI-ELEVAGE, sa spécificité par rapport à CIROP, FSP, PCP...

Le projet AGRI-ELEVAGE affiche dans son titre et sa description générale l'objectif d'identifier et de valoriser les savoirs locaux liés aux pratiques agro-pastorales, relativement peu intégrées, que l'on peut observer chez les agro-pasteurs des villages autour de Bobo et Sikasso, à la différence d'autres projets axés par exemple sur la production de connaissances liées aux pratiques agro-pastorales, ou sur le renforcement des capacités des producteurs par différents moyens plus ou moins traditionnels (voyages d'échanges, encadrement/vulgarisation) ou innovant (recherche-action).

Avant tout, il faut donc d'abord faire la différence entre les savoirs, les techniques, les pratiques.

Ici, les techniques sont d'abord construites, transmises, parfois reprises ou oubliées. Derrière ces constructions, ce sont les savoirs à l'oeuvre, leurs avantages et leurs faiblesses au regard des critères locaux d'efficacité, de sécurité, de coût, de résilience, de travail...qu'il faut montrer. Les techniques en donnent le style, la manière. Elles peuvent être vues comme des illustrations de potentialités. On peut considérer les savoirs comme des fruits, qui mûrissent, se fanent, sur un arbre (exploitation familiale ou région) autour d'un tronc (qui représenterait les priorités familiales) : faire vivre la famille, vivre avec le monde. En d'autres termes, assurer la sécurité alimentaire familiale, et éviter les conflits. A ce niveau de généralité, cette représentation des savoirs par rapport aux techniques n'aborde évidemment pas la question de la répartition sociale, familiale, sexuée, des savoirs. Il faudra en revanche que les méthodes d'enquête dans AGRI-ELEVAGE en tiennent compte.

Ensuite, les champs des savoirs étant au moins aussi étendus que ceux des pratiques humaines, il convient de cibler les travaux du projet AGRI-ELEVAGE, à savoir ce qui a trait à l'articulation des pratiques agricoles et pastorales. « L'intégration agro-pastorale » étant une notion scientifique, c'est-à-dire construite (voire un mythe techniciste, cf Lhoste et Landais, 1990), il ne serait pas logique de plaquer a priori ce concept ou ce modèle technique sur la diversité des pratiques locales relevant de l'une ou l'autre de ces activités, ou même de l'articulation des deux, sauf à présupposer chez tous les acteurs un objectif ou une évolution incontournable, même à l'état embryonnaire, conforme à ce modèle technique.

Le qualificatif « local » des savoirs est préféré ici, à juste titre, à ceux de « traditionnels », ou d'« endogènes », termes comportant le risque d'opposer implicitement la tradition et la modernité, ou l'endogène et l'exogène, ce qui figerait, sinon les savoirs, qui évoluent de toutes façons, du moins leur représentation. On considère une fois pour toutes qu'aucune représentation de type carotte géologique ne pourra révéler des couches étanches de savoirs

sédimentés, chez les cultivateurs de coton ou les éleveurs. Certes ils sont encadrés par la CMDT ou la SOFITEX, mais aussi éduqués par leurs parents, informés par des contacts régionaux, ou par d'autres moyens disponibles, voire contraints ou autorisés par les circonstances, les conditions d'espace ou de ressources, la régularité ou l'incertitude des prix, à abandonner certaines techniques, recourir à d'autres pratiques, redécouvrir ou inventer les bases momentanément opportunes à leur système de production. Leur système de pratiques et de connaissances puise au fond localement disponible, mêlant plusieurs sources ou plusieurs « références ». C'est cette combinaison locale qui forge l'attirail local des savoirs et des pratiques, et non un artefact de tradition ou d'identité culturelle prétendument intactes de toute influence.

4.2. *Notions et méthodes d'étude des savoirs locaux*

La partie ci-dessous reprend l'essentiel de l'exposé sur les notions et des méthodes d'étude des savoirs locaux qui a été présenté aux équipes pour fonder les propositions et la méthode d'orientation de la suite des travaux du projet. Il s'inspire notamment de Grenier 1998, Ki-Zerbo 19, Hountondji, 1994.³

Le cadre de recherche basé sur le thème des savoirs locaux doit tenir compte de leurs caractéristiques :

- Tous les membres d'une communauté détiennent des savoirs locaux
- Quantité et qualité varient avec âge, sexe, situation familiale et économique, le vécu quotidien, les rôles et responsabilités, la profession, le tps libre, les aptitudes (...), contrôle sur les ressources...
- Les savoirs s'expriment sous différentes formes (histoires, chansons, mythes, valeurs culturelles, croyances, rituels, lois, taxonomie, pratiques, équipements, matériaux, espèces animales & végétales...
- L'organisation sociale (division du travail, contacts entre communautés) fournit diverses sources de savoirs

La classification des caractéristiques ci-dessous distingue / oppose les savoirs locaux de la production scientifique.

³ Grenier, L. *Connaissances indigènes et recherche. Un guide à l'usage des chercheurs.*

CRDI, 1998. Hountondji P. (dir) *Les savoirs endogènes. Pistes pour une recherche.* Codesria 1994.

Ki-Zerbo Joseph La natte des autres.

Tableau IV. Modes de production de connaissances locales et de science

Aspect	Connaissances indigènes/ savoirs locaux	Science internationale
Relation	<i>Subordonnée</i>	<i>Dominante</i>
Mode de pensée	<i>Intuitif, holistique</i>	<i>Analytique, réductionniste</i>
Communication	<i>Orale</i>	<i>Écrite</i>
Instruction	<i>Observation, pratique</i>	<i>Enseignement distant du contexte</i>
Efficacité	<i>Lente, peu concluante</i>	<i>Rapide concluante</i>
Aspect	<i>Connaissances indigènes</i>	<i>Science internationale</i>
Création de données	<i>Observations, tâtonnement, synthèse</i>	<i>Expériences, accumulation, ou processus délibéré</i>
Type de données	<i>Qualitatives</i>	<i>Qualitative / quantitative</i>
	<i>Historiques</i>	<i>Statistiques</i>
Fondement	<i>Spiritualité/moralité</i>	<i>Hypothèses, mécanismes. Pas de valeurs.</i>

Source : Grenier 1998.

Les échanges et les observations faites lors par la mission en salle et sur le terrain suggèrent deux remarques à propos de cette classification :

- Lors de l'exposé, plusieurs chercheurs se sont insurgés contre les caractéristiques selon eux péjoratives attribuées aux connaissances indigènes dans ce tableau : en particulier le mode de connaissance « intuitif », qu'ils jugent dévalorisant en comparaison du mode de production de connaissance « analytique » de la science, et surtout « l'efficacité » « lente, peu concluante » des premières au regard de l'efficacité « rapide et concluante » de la deuxième. Ces réactions prouvent combien les chercheurs, plus que d'autres, peuvent être captifs de jugements de valeur, voire gênés à l'idée de dénier à un système de connaissance des attributs scientifiques, exactement comme s'ils étaient universels et indispensables. En l'occurrence, la rapidité est une valeur, la lenteur en est une autre, toutes relatives. De même, les savoirs locaux n'ayant pas pour obligation de convaincre ni de démontrer, à la différence des productions scientifiques, ils ne sont pas organisés, produits et transmis selon ces codes.

- Cette forme d'esprit particulière (ouverture affichée au thème des savoirs locaux, mais scienti-centrisme, jugements de valeur intégrés et inconscients) s'est manifestée au moment des visites de terrain, illustrant en particulier les rapports de domination entre science / savoir local, personnifiés par certains chercheurs/encadreurs et par leur interlocuteur paysan.

Il ressort de ces constats qu'une démarche rigoureuse, c'est-à-dire lucide sur l'objet de recherche et sur les interactions entre les acteurs, (chercheurs, encadreurs, interlocuteurs), la moins normative possible dans son expression et dans ses conclusions, se construit lentement, par une véritable formation à la recherche. Les notions exposées ici, les exemples donnés, les discussions ouvertes ont pu ouvrir des perspectives au sein de l'équipe, ils ont, nous l'espérons, justifié aux yeux des chercheurs les choix communs retenus en fin de mission ; mais ils ne sauraient suffire à modifier les démarches, à changer les habitudes anciennes d'imbrication extrême, notamment entre la recherche agricole et l'encadrement technique dans cette région.

Les éléments de méthode à retenir pour aborder les savoirs locaux sont,

Avant d’aller sur le terrain...

- rassembler le maximum d’informations disponibles (comme dans toute recherche)
- obtenir l’accord de représentants de la collectivité
- définir une méthode de documentation et de consignation, particulièrement nécessaire dans AGRI-ELEVAGE qui rassemble plusieurs, terrains, pays, équipes et institutions.

Sur le terrain... la méthode la mieux adaptée à la nature et l’expression des savoirs locaux est certainement l’observation ; mais elle n’exclut pas d’autres formes de recherche, entretiens individuels ou de groupe. La diversité des formes de collecte est nécessaire.

- Des entretiens individuels sont indispensables avec différentes personnes ressources (représentatives de la répartition sociale des savoirs locaux, caractéristique ci dessus) ;
- Le lieu adéquat peut être choisi avec l’interlocuteur : au domicile pour lui permettre de veiller aux tâches dont il est responsable, ou au contraire à l’extérieur s’il préfère s’abstraire de ses travaux le temps de l’entretien.
- Des entretiens de groupes peuvent être utiles pour baliser le champ et la diversité des pratiques et des références des savoirs locaux.

Malgré le constat (plus haut) que les meilleures volontés risquent de devenir rhétoriques sous le poids des habitudes et des contraintes, il n’est pas inutile d’explicitier **les valeurs** requises pour mener à bien toute recherche de terrain (en particulier dans le domaine des savoirs locaux) :

- Une attitude acceptable
- Des méthodes appropriées, multiples
- Une participation élargie
- Du respect
- De la réciprocité

....*du TEMPS*.....

Dans le détail de **la conduite des entretiens**, les indications suivantes peuvent servir d’aide-mémoire :

- Poser des questions neutres
- Utiliser souvent quoi ? Comment ? Pourquoi ? Qui ? Quand ? Où ? Où avez-vous appris cela ? »
- Ecouter, observer. Ne pas interrompre
- Essayer de voir selon le point de vue des participants
- Savoir les choses qu’il faut faire et éviter dans le travail en communautaire
- Prendre note de tous renseignements
- Prendre des notes neutres

4.3. Reformulation : problématique, mise en question

Dans le contexte du projet AGRI-ELEVAGE de DURAS, il faut s'appuyer sur les acquis (caractérisation des pratiques des exploitations, diagnostic agro-pastoral, inventaires...) et sur les ressources disponibles pour valoriser à la fois le thème affiché par AGRI-ELEVAGE et les compétences des équipes. L'enjeu n'est pas ici de produire des sommes ethnologiques sur les savoirs locaux, mais, à partir des situations et des pratiques constatées, de problématiser ces savoirs locaux.

L'équipe a donc proposé la reformulation suivante : « Dans le contexte local (saturation, ruptures...), quel rôle jouent les savoirs locaux dans les choix liés à « l'intégration » des pratiques agricoles et pastorales ? »

Les techniques semblent une entrée valable, parce qu'elles sont des supports connus aux savoirs, et parce qu'elles sont familières aux équipes.

4.4. Le point de départ des actions année 2 : les acquis sur les pratiques

Des résultats des travaux menés au Burkina et au Mali, il ressort un certain nombre d'acquis techniques mis en perspective par AGRI-ELEVAGE et aussi d'autres.

Le tableau V ci-dessous présente une proposition non exhaustive de thèmes et au regard des thèmes, des critères de leurs choix.

Tableau V. Proposition de critères de choix des thèmes

Thèmes	Niveau de difficulté	Bénéfices/ intérêts prioritaires	Diversité des savoirs
Fumure organique	+	A	
Traction animale.	+	A	
Gestion de la fertilité	++	A	
Gestion de l'alimentation des animaux	+	P	
Gestion des résidus de culture	++	AP	
Conduite des troupeaux	++	P	
Constitution troupeau	++	P	

Le choix des thèmes techniques servant d'entrée à l'étude des savoirs se fera en fonction de critères communs. Les équipes nationales devront déterminer ensemble les critères, de manière à choisir assez de thèmes en commun sur les sites. Ces choix devront par ailleurs être guidés en gardant à l'esprit les modalités de comparaisons qui devront être menées entre sites d'un même pays et aussi entre pays.

Les équipes devront alors déterminer ensemble les critères, de manière à choisir des thèmes en commun sur les sites pour permettre des comparaisons.

Le choix devra se faire à partir de thèmes concrets, de l'ordre de ce qui est gérable comme ressources et concerner la technique dans toute sa diversité.

L'idée est d'étudier savoirs locaux, ressemblants ou différents, au regard des contraintes majeures (foncier, démographie, économie, réseau sociotechnique CMDT, SOFITEX) et des pratiques proposées.

La recherche sur ces savoirs locaux, se base sur une grille d'analyse commune aux équipes. Ici également, la mission a proposé une ébauche de grille d'analyse à titre d'exemple. Les équipes du Burkina et du Mali ont pour tâche la définition complète d'une grille d'analyse commune des savoirs locaux.

Proposition de grille d'analyse des savoirs locaux

Rappel des questions de recherche :

Quels rôles jouent-ils dans la mise en œuvre des pratiques ?

Quels sont les facteurs spécifiques favorisant/ limitant leur mise en œuvre ?

- Caractérisation du fonds commun de connaissances
- Conditions de mise en œuvre (Processus, limites, contraintes)
- Facteurs déterminants (apprentissage, évolution)

4.5. Suggestion : cadrage macro-économique général et région par région.

La mission a montré la nécessité d'organiser le collectif de recherche au-delà des monographies de terroirs pour construire des comparaisons entre sites, ou entre types de techniques et de savoirs. Les produits prévus aux échéances intermédiaires devront fournir des instruments de collecte, et d'analyse à cette fin.

De manière globale, on a vu que les pratiques renvoient à des systèmes hybrides de références et de connaissances : non seulement aux connaissances familiales mais à l'encadrement socio-technique, différent entre la CMDT et la SOFITEX. On sait aussi que les cultivateurs sont exposés à des contraintes et des opportunités de toutes sortes : climatiques, foncières, démographiques, mais aussi économiques. Un panorama macro-économique à deux échelles, local (Sud-Ouest Burkina Faso, région cotonnière au Mali) et régional (traits des politiques sectorielles) permettrait de contextualiser les pratiques et les savoirs : on sait par exemple que les incertitudes du prix des intrants et des produits agricoles provoquées par les politiques d'ajustement structurel ont renvoyé les paysans vers des pratiques « traditionnelles » de gestion de fertilité moins coûteuses (I.A.A.E. 2000 Berlin) ; de même, on peut faire l'hypothèse que les paysans sont sensibles aux opportunités des termes de l'échange constitués par les évolutions des prix des filières (animales, agricoles : produits vivriers, produits filière coton). On pourrait comparer les tendances des prix en zone périurbaine et rurale, ou de consommation et de production dans les deux pays, leur niveau relatif et leur régularité, pour identifier un facteur, commun ou non, influençant le choix de pratiques, conditionnant en partie la recherche ou l'abandon de certains savoirs locaux et par là même certaines voies de durabilité des exploitations agro-pastorales. Pour ce faire, il suffirait peut-être d'un protocole de recherche sur les données statistiques existantes, qui serait considérablement valorisées en introduisant dans les entretiens des équipes de terrain quelques questions sur la sensibilité des pratiques et des choix paysans aux prix.

Les compétences en macro-économie existent au CIRDES et à l'IER et sont d'ailleurs affichées dans les documents de présentation du projet AGRI-ELEVAGE ; un volet macro-économique mettant en situation les exploitations dans les deux pays ouvrirait de premières voies d'échange intéressantes avec d'autres projets mis en œuvre dans les institutions partenaires.

4.6. Organisation pratique

Chronogramme des activités

2006							2007								
Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	
Grille analyse SL															
	Monographies														
			Finalisation grille SL Rapport scientifique an1												
			Collecte et analyse données sur les SL												
								2 ^e rencontre CC							
									Consolidation des acquis de l'étude sur SL Conception d'outils de gestion						
													Rapport annuel des activités		

5. Conclusion

Les activités menées dans le cadre du projet AGRI-ELEVAGE sont à un niveau d'exécution jugé bon par rapport aux prévisions, même si pour certaines actions, il n'est pas toujours aisé de situer la part réelle des données dévolues au projet. On assiste en effet, pour certains sites à l'existence d'une base de données provenant de d'autres projets évoluant dans la zone.

C'est ce qui explique quelque part la disparité des niveaux d'exécutions entre sites.

La non maîtrise du concept de savoir local avant les discussions et précisions qui ont pu être apportées par le comité scientifique a été sans aucun doute un frein à la progression des données réellement indispensables à collecter.

A cet effet, le conseil scientifique a proposé qu'il soit prévu un mécanisme d'échange entre les deux sociologues du Mali et du Burkina pour la caractérisation des savoirs.

Le conseil scientifique a aussi souligné la nécessité d'un rapprochement des deux équipes malienne et burkinabè qui pourrait se faire lors du prochain comité scientifique.

La valorisation des savoirs locaux par la conception d'outils de gestion à caractère individuel ou collectifs ne pourrait intervenir qu'en mars –avril 2007 ; c a d à la fin du projet. Il est alors nécessaire, d'entreprendre d'ores et déjà, avec le bailleur, la négociation d'une année supplémentaire de financement qui sera consacrée aux différents tests des outils de gestion conçus.

6. Annexe 1 : Programme prévisionnel du Comité Scientifique

Programme prévisionnel du Comité scientifique du Projet AGRI-ELEVAGE de DURAS

Pr Chantal Kaboré Zougrana

Dr Véronique Ancey

Jour		Activité
Samedi 17/6	PM	Arrivée V. Ancey à Ouaga Air Sénégal (19h)
Dimanche 18/6	AM	Voyage V. Ancey Ouaga-Bobo
	PM	Rencontre membres CS avec coordonnateur projet
Lundi 19/6	AM	Visite village : Koumbia Rencontre cadre concertation villageois : thèmes relations agriculture-élevage à Koumbia
	PM	Visite de Koumbia : chez un agriculteur, chez un éleveur
Mardi 20/6	8h-12h30	Présentation des résultats action 0, 1 et 4. Présentations : <ul style="list-style-type: none"> - du projet (Cirdes) - des actions 1.1. et 1.2. diagnostic agro-pastoral des villages (Inera) - de l'action 1.3.1. Typologie agro-pastorale des unités de production (Cirdes) - de l'action 1.3.3. mesure des indicateurs d'impact du projet sur le D.D - de l'action 1.3.4. Cartographie agro-pastorale des territoires villageois (Cirdes) - de l'action 4 : échange intervillageois de Dentiola (Inera)
	15h-17h30	Echanges sur les savoirs locaux : Présentation des concepts, méthode d'étude, application (par V. Ancey) et discussion
Mercredi 21/6	8h-10h	Perspectives An 2 : Actions 2 et 3
	11h-14h	Voyage Bobo- Sikasso
	15h-17h30	IER : Echanges sur les savoirs locaux : Présentation des concepts, méthode d'étude, application (par V. Ancey) et discussion
Jeudi 22/6	AM	Visite d'un village : à préciser par l'IER
	PM	Visite d'un village : suite
Vendredi 23/6	8h-12h30	Présentation résultats actions 1 et 4 <ul style="list-style-type: none"> - des actions 1.1. et 1.2. diagnostic agro-pastoral des villages - de l'action 1.3.1. Typologie agro-pastorale des unités de production - de l'action 1.3.3. mesure des indicateurs d'impact du projet sur le D.D - de l'action 1.3.4. Cartographie agro-pastorale des territoires villageois
	PM	Perspectives An 2 : action 2 et 3
	PM	Retour à Bobo
	AM et PM	Arrivée Ouaga – retour à Dakar (départ Ouaga 19h50)

7. Annexe 2 : Sigles

CIRAD : Centre international de coopération et de recherche agronomiques pour le développement

CIRDES : Centre international de recherche pour le développement élevage en zones sub-humides

CMDT : Compagnie malienne de développement textile

CRU : Commission régionale des utilisateurs des résultats de la recherche

DURAS : Projet de promotion du développement durable dans les systèmes de recherche agricole du sud

IER : Institut d'économie rurale

INERA : Institut de l'environnement et de recherches agricoles

SOFITEX : Société de fibres textiles

URFBV : Union régionale des coopératives de la filière bovins viande de Sikasso